

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Regional Manager/Real Property
Contracting/PWGSC
Ontario Region, Tendering Office
12th Floor, 4900 Yonge Street
Toronto, Ontario
M2N 6A6
Ontario

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires
THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Regional Manager/Real Property Contracting/PWGSC
Ontario Region, Tendering Office
12th Floor, 4900 Yonge Street
Toronto, Ontario
M2N 6A6
Ontario

Title - Sujet Port Granby - Long Term Waste Mgt.	
Solicitation No. - N° de l'invitation EQ986-133623/A	Amendment No. - N° modif. 027
Client Reference No. - N° de référence du client R.023276.217	Date 2015-02-24
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWL-035-1957	
File No. - N° de dossier PWL-4-37020 (035)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-03-10	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Woodhall, Lauren	Buyer Id - Id de l'acheteur pwl035
Telephone No. - N° de téléphone (416) 512-5873 ()	FAX No. - N° de FAX (416) 512-5862
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PWGSC Port Hope Area Initiative - PHAI 115 Toronto Road Port Hope, ON L1A 3S4	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EQ986-133623/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

R.023276.217

Amd. No. - N° de la modif.

027

File No. - N° du dossier

PWL-4-37020

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwl035

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

La modification n° 27 à la demande de soumissions vise à :

- 1) répondre aux questions concernant la présente demande de propositions.

SECTION A – QUESTIONS ET RÉPONSES

Q411. Capacité financière

L'IG20 stipule que si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même, laquelle peut être tenue de signer une garantie de la société mère.

Nous sommes une filiale qui a préparé des états financiers vérifiés, et nous désirons soumettre notre proposition sur la base de nos propres renseignements financiers. De plus, nous ne serons pas en mesure d'obtenir un engagement à signer une garantie sans une forme quelconque d'accord de garantie.

Veuillez confirmer que nous pourrions soumettre une proposition sur la base de notre situation financière et de nos renseignements financiers. Si ce n'est pas le cas, veuillez nous fournir une forme d'accord de garantie aux fins d'examen.

R411. La nécessité de fournir une garantie de la société mère sera établie d'après les résultats de l'examen des renseignements financiers du soumissionnaire et de ceux de la société mère du soumissionnaire, s'il y a lieu. La forme de garantie de la société mère qui est exigée sera préparée par l'autorité contractante après qu'elle aura pris connaissance des résultats de l'examen et, s'il y a lieu, la forme de garantie de la société mère sera alors fournie au soumissionnaire aux fins d'examen.

Q412. Financement

Veuillez confirmer et décrire la structure de financement du projet, y compris les sources des fonds et tout financement public engagé, les garanties financières applicables, et les assurances confirmant que le financement sera suffisant pour couvrir tous les coûts de projet nécessaires à la réalisation du projet.

R412. L'actionnaire d'EACL, le ministre de Ressources naturelles Canada, a conclu en 2001 une entente avec la municipalité de Clarington pour assainir l'installation de gestion des déchets et transférer les déchets dans une nouvelle installation de gestion des déchets à long terme devant être construite sur place. EACL, pour le compte du Canada, est chargé de mettre en œuvre le programme de déclassement de gestion et des déchets (DGD). LCN a été créée à titre de filiale d'EACL le 30 octobre 2014 et, depuis, elle assume l'entière responsabilité de la gestion de toutes les activités d'EACL, ce qui comprend la gestion des déchets au site de Port Granby. Le programme de DGD est financé par le Canada et continuera d'être financé par l'entremise d'EACL lorsque les actions de LCN auront été cédées à un entrepreneur privé (dans le cadre de la mise en œuvre du modèle d'organisme gouvernemental exploité par un entrepreneur (OGEE) annoncé par le Canada en 2013).

Pour plus de détails, consultez le site : <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-14-00614229>

Q413. Cession de contrat

L'IP19 stipule que : i) on s'attend à ce que LCN soit le propriétaire aux termes du contrat; ii) EACL fait actuellement l'objet d'une restructuration; et iii) on s'attend à ce que EACL vende LCN à une entité du secteur privé à laquelle le contrat sera cédé.

On nous a effectivement demandé de conclure un contrat avec une entité du secteur privé et d'accepter un risque de défaut de la part d'une contrepartie inconnue sans aucune certitude quant à sa situation financière ou à sa structure de financement du projet. Veuillez nous assurer que l'acheteur de LCN sera en mesure de financer le projet jusqu'à son achèvement et de s'acquitter de toutes les obligations prévues au contrat. Par exemple, est-ce que la structure de financement actuelle du projet, y compris tout financement public, sera à la disposition de l'acheteur de LCN?

R413. Veuillez vous reporter à la question 180 de la modification n° 20 concernant l'IP19 pour une réponse à la première partie de la question. La question 180 clarifie, entre autres choses, que le contrat découlant de la présente DP sera conclu directement avec LCN par le soumissionnaire retenu. Veuillez également vous reporter à la réponse 412 ci-dessus pour une réponse à la partie de la question concernant le financement du projet.

Q414. Levée progressive de la retenue de garantie

Puisque les travaux seront exécutés à deux endroits physiquement distincts (installation de gestion des déchets à long terme et passage inférieur sous le chemin Lakeshore), nous sommes d'avis qu'il serait logique et efficace de prévoir la retenue de garantie après chaque phase, plutôt qu'à la fin des travaux. Veuillez modifier en conséquence les dispositions relatives à la retenue de garantie.

Pour pouvoir se conformer à l'article 20(2) de la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction* (si on juge qu'il est applicable), le contrat devrait contenir la disposition suivante :

« Les parties reconnaissent et acceptent que l'article 20(2) de la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction* s'applique, et que tous les privilèges prennent effet et viennent à échéance lot par lot. Dans le contexte du présent contrat, on entend par « lot » l'installation de gestion des déchets à long terme ou le passage inférieur sous le chemin Lakeshore. »

R414. Le contrat s'applique à un seul lot de travaux devant faire l'objet d'une autorisation complète au moment de l'attribution du contrat. Le chantier est un site intégré qui sera relié au chemin Lakeshore par un chemin privé passant sous la voie publique. Il n'y aura aucune modification aux dispositions relatives à la retenue de garantie. Par conséquent, il n'y aura aucune modification aux dispositions contractuelles concernant la retenue de garantie.

En ce qui concerne la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction*, les soumissionnaires doivent consulter leur conseiller juridique sur les questions touchant des enjeux juridiques.

Q415. Applicabilité de la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction*

La CS22 stipule que l'entrepreneur reconnaît que la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction* (LPIC) ne s'applique pas au présent contrat ni aux travaux. Toutefois, l'IP19 prend en considération la vente du propriétaire (LCN) ou la cession du contrat à une entité du secteur privé.

Veuillez confirmer que la LPIC s'appliquera au contrat et aux travaux si le contrat est cédé, ou LCN est vendue, à une entité du secteur privé. Veuillez également présenter les motifs sur lesquels vous vous fondez pour déterminer que la LPIC ne s'appliquera pas.

R415. Voir les questions 412 et 414 ci-dessus.

Q416. Certificat d'achèvement substantiel et certificat d'achèvement final

Veuillez prévoir un mécanisme permettant à l'entrepreneur de présenter une demande pour déterminer l'achèvement substantiel et l'achèvement final :

Révision proposée :

CG5.5.1

Si, avant la délivrance d'un certificat d'achèvement, le Canada détermine qu'un lot de travaux a été achevé de façon substantielle aux termes de l'alinéa 1b) de la clause CG1.1.4 – « Achèvement substantiel », l'entrepreneur peut remettre au Canada un avis écrit lui demandant de délivrer, dans un délai de 10 jours ouvrables, un certificat d'achèvement substantiel à l'entrepreneur. Sous réserve de la clause GC8, ce certificat d'achèvement substantiel doit décrire :

- a. la date d'achèvement substantiel des travaux;
- b. les parties des travaux non achevés à la satisfaction du Canada;
- c. toutes les mesures à prendre par l'entrepreneur avant la délivrance d'un certificat d'achèvement et avant le début de la période de garantie de douze (12) mois visée dans la clause CG3.13, « Garantie et rectification des déficiences des travaux », en ce qui a trait auxdites parties des travaux et mesures en question.

GC5.6.1

Lorsque l'entrepreneur ou le Canada estime que l'entrepreneur a respecté le contrat, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, et que les travaux sont achevés conformément à la clause GC1.1.5, « Achèvement », l'entrepreneur peut remettre au Canada un avis écrit lui demandant de délivrer, dans un délai de 10 jours ouvrables, un certificat d'achèvement à l'entrepreneur et si les travaux ou une partie des travaux sont assujettis à une entente à prix unitaire, le Canada doit délivrer un certificat de mesure définitif qui, conformément à la clause GC8, doit être exécutoire entre le Canada et l'entrepreneur en ce qui concerne les quantités qui y sont énoncées.

R416. Nous avons examiné attentivement cette demande. Aucune modification ne sera apportée aux conditions générales.

Q417. Résiliation par l'entrepreneur pour non-paiement

La clause CG7.5 permet à l'entrepreneur de résilier le contrat dans les 10 jours ouvrables suivant l'envoi d'un avis dans le cas du non-paiement d'une somme non contestée. Toutefois, l'obligation de paiement ne prend effet qu'à la certification d'une demande de paiement partiel. Par conséquent, veuillez ajouter le cas de défaut suivant à la clause CG7.5 :

« Si le propriétaire néglige d'émettre un rapport d'étape en conformité avec les dispositions de la clause CG5.4.2, »

R417. Aucune modification ne sera apportée à la clause GC7.5.

Q418. Cas de défaut

Veuillez ajouter les cas de défaut types qui suivent à la clause CG7.5. Ces cas de défaut supplémentaires sont nécessaires pour protéger l'entrepreneur lorsque ce dernier n'est pas en mesure d'exécuter les travaux :

« Si le propriétaire :

- néglige de donner à l'entrepreneur un accès suffisant au chantier pour que l'entrepreneur puisse exécuter les travaux;

- suspend les travaux pendant une période supérieure à soixante (60) jours;
- devient insolvable ou fait une cession générale au profit de ses créanciers ou autrement reconnaît sa solvabilité, ou s'il fait faillite ou qu'une requête en faillite est déposée contre lui. »

R418. Aucune modification ne sera apportée à la clause GC7.5.

Q419. Délai

La clause CG7.1.1(a) permet à l'autorité contractante de retirer les travaux à l'entrepreneur si ce dernier n'a pas remédié au manquement dans un délai de six jours suivant la présentation d'un avis. Il s'agit d'une période extrêmement courte compte tenu de la durée du contrat.

Veuillez confirmer que si l'entrepreneur ne peut remédier au manquement au cours de ce délai de six jours, il se verra accorder un autre délai, au besoin, pour remédier au manquement.

Ajout suggéré souligné :

« fait défaut de corriger tout retard dans le commencement ou dans l'exécution diligente des travaux à la satisfaction du Canada, dans un délai de six jours ou tout autre délai raisonnable nécessaire pour corriger le retard ou le défaut, suivant la réception par l'entrepreneur d'un avis écrit du Canada conformément à la clause CG2.3 « Avis »; »

R419. Aucune modification ne sera apportée à la clause GC7.1.1(a).

Q420. Garantie

La CS18 prévoit une garantie pour une période qui peut être spécifiée pour certaines parties des travaux. Veuillez clarifier les parties des travaux qui seront assujetties à une période de garantie plus longue, ainsi que la durée de cette garantie.

R420. Les documents de soumission, y compris les Dessins et devis, indiquent les parties des travaux qui sont assujetties à une période de garantie plus longue.

Q421. Permis

La clause CG1.8.2 exige que l'entrepreneur obtienne tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires, sauf indication contraire à cet effet. Veuillez confirmer ceux qui seront maintenus et conservés par le propriétaire, et à quel moment ils seront obtenus et remis à l'entrepreneur. Par exemple, l'évaluation environnementale, le permis de déchets de substances nucléaires et certains permis de prélèvement d'eau incombent au propriétaire.

Le propriétaire doit être tenu responsable de la négligence d'obtenir, de maintenir ou de modifier les conditions de tout permis dont il assume la responsabilité.

Ajout proposé à la clause CG1.8.2 :

« Le propriétaire doit obtenir et maintenir tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations prévus au contrat et qui relèvent de sa responsabilité, y compris de toute modification apportée à leurs conditions, ce qui comprend notamment les suivants : [liste des permis du propriétaire]. »

R421. Aucune modification ne sera apportée à la clause GC1.8.2.

Q422. Permis – Cession

Si LCN est vendue ou si le contrat est cédé à une entité du secteur privé, nous craignons que cela engendre d'autres exigences en matière de permis.

Veuillez confirmer que l'entrepreneur aura droit à une rémunération supplémentaire et à un allègement relatif au calendrier en raison d'exigences supplémentaires en matière de permis pour l'exécution des travaux découlant de la cession du contrat ou de la vente du propriétaire à une entité du secteur privé.

R422. Voir la question 180 de la modification n° 20 et la question 414 ci-dessus. Les modalités et conditions contractuelles existantes sont parfaitement adéquates pour traiter les exigences supplémentaires en matière de permis.

Q423. Droits municipaux – Cession

La GC1.8.3 stipule qu'avant le début des travaux sur le chantier, l'entrepreneur doit déposer auprès de l'administration municipale un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour un maître d'ouvrage autre que l'autorité contractante. Toutefois, l'IP19 envisage la possibilité de la cession du contrat ou de la vente du propriétaire à une entité du secteur privé. Veuillez clarifier et confirmer ce qui suit :

- Est-ce que la clause CG1.8.3 s'appliquera si le contrat est cédé à une entité du secteur privé?
- Si cette cession a lieu après que l'entrepreneur ait soumis le montant requis, est-ce que cette somme lui sera retournée et si tel est le cas, à quel moment?

R423. Voir la question 180 de la modification n° 20 et la question 414 ci-dessus.

Q424. Changements dans les conditions du site

En vertu des clauses CG6.2.1 et CG6.2.7, l'entrepreneur a droit à une compensation lorsque les conditions souterraines présentent une différence substantielle par rapport à celles décrites ou que l'on peut déduire des renseignements divulgués, à condition que l'entrepreneur se soit rigoureusement conformé aux dispositions de l'avis prévu au contrat. Cette différence « substantielle » est subjective et floue.

Nous demandons la suppression du mot « substantielle ». L'entrepreneur est tout de même tenu de prouver qu'il s'agit pour lui d'une dépense supplémentaire, d'une perte, d'un dommage ou d'un délai, conformément aux dispositions de la clause CG6.2.

R424. Le mot « substantielle » ne sera pas supprimé. Les soumissionnaires doivent consulter leur conseiller juridique s'ils ont des questions concernant l'interprétation appropriée des Conditions générales. Voir la question 151 de la modification n° 16.

Q425. Obligation de donner un préavis de la clause CG6.2.7

Nous suggérons que l'obligation rigoureuse de présenter un avis énoncée dans la clause CG6.7.2 soit supprimée, particulièrement dans les cas où il peut être difficile (ou impossible) d'évaluer dans quelle mesure les conditions souterraines sont différentes au moment de leur observation. Si le propriétaire subit une perte en raison de la négligence de l'entrepreneur de donner un préavis de 10 jours, comme l'exige la clause CG6.2.2, le propriétaire pourra alors faire une réclamation contre l'entrepreneur. Par conséquent, il est exagérément punitif de refuser tout versement supplémentaire à l'entrepreneur.

R425. La clause GC6.2.7 ne sera pas modifiée. Voir la question 151 de la modification n° 16.

Q426. Travaux d'un tiers

Puisque l'entrepreneur n'a aucun contrôle sur les tiers que le propriétaire envoie sur le chantier, ni sur les liens contractuels avec ces derniers, nous demandons que l'entrepreneur soit dédommagé pour tous les frais ou retards supplémentaires attribuables à ces entrepreneurs tiers, à condition que l'entrepreneur se soit acquitté de ses obligations en vertu de la clause CG3.7.3.

Veuillez réviser la clause CG3.7 comme suit :

« Si, au moment de conclure le contrat, l'entrepreneur ne pouvait pas raisonnablement prévoir l'envoi d'autres entrepreneurs ou travailleurs sur le chantier, ou si d'autres entrepreneurs ou travailleurs causent des dommages ou nuisent au déroulement des travaux, malgré la conformité de l'entrepreneur à l'alinéa 3) de la clause CG3.7, et pourvu que l'entrepreneur

- a) subisse une perte ou un retard, ou engage des frais supplémentaires, pour se conformer aux exigences de l'alinéa 3) de la clause CG3.7;
- b) donne au Canada un avis écrit de demande d'indemnités pour ces dépenses supplémentaires dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle l'entrepreneur a été avisé des dépenses supplémentaires découlant de l'affectation des autres entrepreneurs ou travailleurs aux travaux ou à leur emplacement;

le Canada doit verser à l'entrepreneur les coûts nécessairement engagés pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux supplémentaires, calculés conformément à la clause CG6.4, « Calcul du prix ». »

R426. La clause GC3.7 ne sera pas modifiée.

Q427. Retard

La clause CG6.5.2 exige que l'entrepreneur joigne un assentiment de la caution à sa demande de prolongation du délai d'exécution des travaux, lorsqu'une caution est donnée à titre de garantie d'exécution. La clause CG6.5.4 stipule que l'entrepreneur doit donner avis de son intention d'effectuer une réclamation au plus tard 10 jours ouvrables après la première occurrence du délai ou de la négligence du propriétaire. L'entrepreneur n'a aucun contrôle ni la capacité d'inciter sa société de cautionnement à donner son assentiment à une telle demande en temps voulu, voire pas du tout. À la fin de la clause CG6.5.2, veuillez ajouter « [...]; à condition, toutefois, qu'une telle demande ne soit pas invalidée ou affectée par l'absence du consentement de la société de cautionnement dans les cas où l'entrepreneur n'est pas en mesure d'obtenir ledit consentement dans un délai de 10 jours ouvrables. »

22. Obligation de donner un préavis de la clause CG6.5.8

Nous demandons que la clause CG6.5.8 soit supprimée puisqu'il n'est pas raisonnable au plan commercial que le propriétaire soit protégé des répercussions de ses actes ou omissions par des exigences rigoureuses en matière d'avis.

Si le propriétaire subit une perte à la suite de la négligence de l'entrepreneur de donner avis dans un délai de 10 jours, comme l'exige la CG6.2.2, le propriétaire aura alors une réclamation contre l'entrepreneur. Par conséquent, il est exagérément punitif de refuser tout versement supplémentaire à l'entrepreneur.

R427. La clause GC6.5.2 ne sera pas modifiée. La clause GC6.5.8 ne sera pas supprimée. Voir la question 151 de la modification n° 16.

Q428. Renonciation aux dommages indirects

La CS14 (CG1.21.3, 1.21.4) précise certaines exclusions relativement à la renonciation mutuelle aux dommages indirects définie dans la GC1.21.4; toutefois, ces exclusions ne s'appliquent qu'à la

renonciation accordée par l'entrepreneur. Veuillez confirmer que les exclusions s'appliquent à l'entrepreneur, ainsi qu'à l'autorité contractante.

Suppressions suggérées :

« CG1.21.4 La section « Limite de responsabilité » et les paragraphes 1.21.2 et 1.21.3 ne s'appliquent pas aux éléments suivants (qui ne sont visés par aucune limite à cet égard) :

- a. indemnisation par l'entrepreneur au titre de réclamations de tiers contre une ou plusieurs des parties indemnisées;
- b. faute délibérée, mauvaise foi, négligence grave ou fraude de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou de ses fournisseurs;
- c. obligations de l'entrepreneur, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs relatives à la violation de la confidentialité ou de la propriété intellectuelle;
- d. responsabilité de l'entrepreneur couverte par le produit d'une police d'assurance. »

R428. Les exclusions énoncées à la CS14 sont correctement libellées et ne s'appliquent ni à l'entrepreneur ni à l'autorité contractante.

Q429. Limite de responsabilité, indemnités et compensation

En vertu de la clause CG5.10, le propriétaire a droit à une compensation lorsqu'il est dans l'impossibilité d'utiliser les travaux exécutés en raison d'un retard de l'entrepreneur. Cette disposition semble contraire à la renonciation aux dommages indirects énoncée dans la clause CG1.21.4.

Toutefois, dans la renonciation aux dommages indirects, on ne fait pas explicitement allusion à la « perte d'usage ». Puisque ces renoncations sont strictement examinées par les tribunaux, l'expression « perte d'usage » devrait y être spécifiquement mentionnée.

Par conséquent, veuillez supprimer la CG5.10.2(b) qui fait référence à une compensation pour perte d'usage. Veuillez ajouter « perte d'usage » et confirmer que la renonciation aux dommages indirects s'applique à ceux découlant d'une perte d'usage.

R429. Les clauses CG5.10 et CG1.21.4 ne seront pas modifiées. Le propriétaire a droit à une compensation s'il est dans l'impossibilité d'utiliser les travaux exécutés en raison d'un retard de l'entrepreneur.

Q430. Compensation

Nous nous opposons au droit du propriétaire d'être compensé par les montants exigibles en vertu d'autres contrats distincts. Cela pose particulièrement problème compte tenu du fait que le contrat peut être cédé à un tiers inconnu.

Veuillez supprimer « ou en vertu du contrat courant » de la clause CG5.9.

R430. La clause GC5.9 ne sera pas supprimée.

Q431. Réclamations de tiers contre l'entrepreneur

Veuillez réviser la clause 5.8.3 comme suit afin que le droit aux retenues du Canada se limite aux réclamations dans le cadre desquelles le Canada peut être tenu responsable :

« Afin d'acquitter les obligations légales de l'entrepreneur, ou de son concepteur ou de ses sous-traitants, et de satisfaire aux réclamations légales présentées contre eux en conséquence de l'exécution du contrat et dont le Canada pourrait être tenu responsable, le Canada peut verser directement au demandeur une somme à verser normalement à l'entrepreneur. Ce paiement comporte une quittance

Solicitation No. - N° de l'invitation
EQ986-133623/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
R.023276.217

Amd. No. - N° de la modif.
027
File No. - N° du dossier
PWL-4-37020

Buyer ID - Id de l'acheteur
pwl035
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

de l'obligation du Canada envers l'entrepreneur jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat. »

R431. La clause GC5.8.3 ne sera pas modifiée.

Q432. Autorisations de modification – Litige

Veuillez confirmer que lorsqu'il n'y a pas d'entente sur un prix concernant l'évaluation d'une modification, l'entrepreneur peut renvoyer le désaccord au règlement des différends

R432. Les Conditions générales précisent un processus pour traiter des autorisations de modification faisant l'objet d'un litige. Voir la question 151 de la modification n° 16.

Q433. Obligation de donner un préavis – Litiges

Veuillez supprimer le libellé supplémentaire ajouté par la CS24 à la clause CG6.5.4. La renonciation pour défaut de se conformer aux obligations rigoureuses de présenter un avis n'est pas raisonnable au plan commercial et encourage la délivrance de préavis de réclamation alors que ladite réclamation peut être mal comprise ou illégitime.

De plus, il est peu probable que les renseignements détaillés qu'il faut soumettre avec l'avis soient disponibles dans les cinq jours suivant l'événement visé par la réclamation.

R433. Le libellé supplémentaire ajouté par la CS24 à la clause CG6.5.4 ne sera pas supprimé.

Q434. Résolution de conflits

Il existe une incertitude quant au moment où la procédure de résolution d'un litige est enclenchée, car, en vertu de la clause CG8.3.1, cette procédure est enclenchée par une décision ou une directive donnée par le propriétaire conformément à une disposition quelconque du contrat. Cette incertitude n'est pas utile parce qu'elle force l'entrepreneur à délivrer un avis formel de litige en réponse à toute correspondance reçue du propriétaire avec laquelle il n'est pas d'accord. Il serait préférable pour les deux parties que le propriétaire indique clairement à quel moment il a l'intention d'enclencher la procédure de résolution de litige.

Veuillez réviser la clause CG8.3.1 comme suit :

« Tout différend surgissant entre les parties au contrat, de quelque nature qu'il soit, découlant du contrat ou relativement à celui-ci, qui peut donner lieu à une réclamation de l'entrepreneur contre le Canada et qui n'est pas réglé par consultation et collaboration selon les modalités de la clause CG8.2 (Consultation et collaboration), est résolu en premier lieu par le Canada, dont la décision ou la directive écrite est finale et exécutoire, sous réserve des dispositions de la clause CG8. Cette décision ou cette directive écrite comprend, mais non de façon limitative, toute décision ou directive écrite par le Canada en vertu d'une quelconque disposition des Conditions générales, et doit clairement préciser qu'elle découle de la présente clause CG8.3.1 et qu'elle doit être contestée dans un délai de 15 jours ouvrables après sa réception. »

R434. La clause GC8.3.1 ne sera pas modifiée.